

Objet : CSAR

Madame la Présidente,

Aujourd'hui à la DGFIP, un mot s'impose : épuisement. Épuisement des moyens, épuisement des agents et surtout, un mal-être qui ne se cache plus. Les collègues parlent, alertent et leurs témoignages sont unanimes : on leur demande toujours plus, avec toujours moins. A force de serrer la vis, c'est toute l'administration qui craque.

On se souvient des débats sur le « mammoth » de l'Éducation nationale que l'on voulait dégraisser. Aujourd'hui, c'est « l'éléphant DGFIP » qu'on affame. 550 suppressions d'emplois en 2026, alors qu'on nous répète depuis des années que nos services sont « à l'os ». Mais ce qui est encore plus préoccupant, c'est la manière dont ces transformations se font : discrètement, sans concertation et sans égard pour ceux qui font vivre nos missions au quotidien. Nous refusons ces restructurations à bas bruit, ces réformes qui transforment nos métiers sans débat, sans transparence et sans accompagnement.

Prenez la réforme des PCE. Exemple emblématique d'une déconcentration ratée. Une réorganisation disséminée au local mais aux conséquences lourdes : des missions redéfinies sans consultation, des effectifs dispersés et une perte de sens pour des agents qui ont bâti leur expertise sur le terrain. Modernisation, dites-vous ? À quel prix ?

Autre exemple : la non-reconduction de la convention avec la Caisse des Dépôts. 250 agents concernés, 250 parcours professionnels remis en question quoique vous en disiez, du jour au lendemain.

Ces restructurations «shadow», ce sont des vies professionnelles bouleversées, des compétences dispersées et une administration qui se fragilise sans même en mesurer les conséquences.

Pourquoi ces restructurations se font-elles dans l'ombre, sans concertation avec les représentants du personnel ?

Nous ne voulons plus de promesses en l'air. Nous exigeons :

- Un moratoire sur les suppressions d'emplois et les restructurations opaques
- Une négociation sérieuse sur le télétravail, avec des règles équitables pour tous
- Un accompagnement concret pour les 250 agents impactés par la fin de la convention avec la Caisse des Dépôts
- Et surtout, une écoute réelle des agents en souffrance, qu'ils soient dans les Services des impôts fonciers, chez les huissiers, ou ailleurs

A cela vient s'ajouter la panne d'Hélios.

Depuis plus de dix jours, le Secteur Public Local est paralysé, les flux n'arrivent plus. Plus aucune collectivité ne verse les aides attendues par les bénéficiaires. Collectivités bloquées dans la finalisation de leurs comptes, risques sur le versement des payes des collectivités locales et des personnels hospitaliers, fournisseurs en difficulté, agents sans information ... dans un contexte préélectoral puisque les élections municipales se profilent ! Cette crise n'est pas qu'un "incident exceptionnel". C'est le résultat d'un manque d'anticipation, d'un sous-investissement dans nos outils et d'une maîtrise des risques non "maîtrisée". Le plan de reprise d'activité peine à se mettre en place. Hélios, ce n'est pas un « petit » outil, que diantre !!

La panne d'Hélios ne se limite pas à un dysfonctionnement technique : elle révèle une gestion RH déconnectée et des conditions de travail inacceptables. Depuis une semaine, des agents sont contraints de se rendre sur site alors qu'ils ne peuvent exercer leurs missions, faute d'outil opérationnel. Tandis que certains services ont su adapter leur organisation, d'autres imposent une présence obligatoire, aggravent la frustration avec des occupations "occupantes" (e-formations en boucle, réunions sans objet) et multiplient les contrôles de présence. Résultat : des équipes exaspérées, une tension palpable et des agents qui rêvent de plus en plus d'un ailleurs.

Cette situation est indigne d'une administration moderne. Les agents de la sphère SPL sont très agacés par votre communication tardive et imprécise. Ce manque d'information ouvre à toutes les thèses fantaisistes, voire complotistes : une cyberattaque, une pièce qui doit venir du Japon... Nous ne pouvons plus nous contenter de constats. Notre alliance exige un diagnostic transparent, des solutions durables et surtout, la garantie que la surcharge de travail à venir ne sera pas, une fois encore, reportée sur les agents sans moyens supplémentaires. Vous avez le pouvoir (et le devoir) d'anticiper et de remédier à l'angoisse des agents qui s'inquiètent de la charge de travail qui s'accumule.

Tout cela arrive dans un contexte budgétaire déplorable. 550 suppressions d'emplois, des frais de déplacement réduits de 10 à 20 % et des consignes qui défient le bon sens. On nous demande de limiter les déplacements des vérificateurs, des géomètres, des huissiers... Mais comment exercer ces métiers de terrain, sans terrain ? Comment contrôler, recouvrer ou accompagner les collectivités à distance ? Petite remarque acidulée : nous notons que la journée des CDL qui réunira à Paris tous les CDL de France et de Navarre est, elle, maintenue.

Les économies réalisées aujourd'hui coûteront cher demain :

- pour les agents itinérants, dont les missions seront réduites aux zones urbaines plus accessibles en transport en commun, laissant des territoires plus ruraux sans contrôle
- pour les services, déjà fragilisés par le NRP et qui voient leurs échanges se réduire à des écrans
- pour les formations, remplacées par des modules distanciels alors que l'humain reste au cœur de l'apprentissage.

Et que dire de ces journées interminables, de 6h à 22h, pour éviter le coût d'une nuit d'hôtel ? De ces règles de télétravail qui changent selon les services, voire selon les agents ? À quand une politique cohérente, qui respecte enfin l'équilibre entre vie professionnelle et vie personnelle ?

A l'heure où le ministère réunit les OS pour réfléchir à la santé mentale de agents des MEF, avouez que les sujets ne manquent pas à la DGFIP.

Et dans tout cela, il y a des femmes et des hommes qui paient le prix fort.

Nous voudrions faire une focale sur deux métiers qui expriment aujourd'hui un véritable mal être. Deux parmi d'autres.

Tout d'abord les Services des impôts fonciers : sous-effectifs, surchargés et souvent livrés à eux-mêmes. Les dossiers s'accumulent, les outils sont parfois obsolètes et la reconnaissance se fait rare. Cette situation qui est déplorée dans tous les départements a pour conséquence un désengagement croissant, voire des départs. Est-ce vraiment ce que nous voulons pour nos services ?

Autre métier en souffrance : les huissiers des finances publiques. Leur travail, c'est le terrain. Le contact avec les usagers, les interventions parfois tendues et une charge mentale constante. Pourtant, on leur demande de limiter leurs déplacements. Mais comment exercer ce métier sans présence physique ? Comment assurer le recouvrement ou le contrôle à distance ? La réponse est simple : on ne peut pas. Et si rien ne change, c'est tout le système qui sera remis en cause.

Alors aujourd'hui, nous posons la question : où est le dialogue social dans tout cela ?

Le dialogue social, cœur de nos préoccupations dans cette année électorale. Mais est-ce vraiment les vôtres ? Dans vos vœux, vous avez évoqué les élections municipales, mais pas un mot sur les élections professionnelles. C'est pourtant une échéance majeure pour notre administration en 2026. Notre alliance continuera de faire vivre le dialogue social. Nous ne laisserons pas la DGFIP se déliter dans l'indifférence. Les agents méritent mieux que des économies de bouts de chandelle. Ils méritent des moyens à la hauteur de leurs missions, une considération à la hauteur de leur engagement et une transparence sur les réformes qui bouleversent leurs métiers.

Les élus **CFDT-CFTC** au CSAR,
Florence Bochnakian, Karine Rousseau, Régis Bourillot
Les experts : Anthéa Martinez, David Chaigne